

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Explosif !

- Social -

Date de mise en ligne : lundi 5 septembre 2005

Démocratie & Socialisme

« La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas ? » explique sans retenue, Laurence Parisot en succédant au Baron Seillière à la tête du Medef.

Peut-on faire meilleure apologie perverse de la barbarie ? Comme si l'Humanité ne luttait pas depuis ses origines contre la précarité, la brièveté de la vie, contre la douleur, pour le droit à la santé de tous, afin que les humains puissent mieux partager et garantir bien-être et bonheur ?

Ne lutte t'on pas depuis que les humains accèdent à la conscience, à la civilisation, contre l'esclavage, le travail forcé, l'exploitation, les inégalités, contre les accidents du travail, les maladies professionnelles ? De Spartacus à la Commune de Paris, de mai 68 à nov-déc 95, n'est-ce pas le beau combat de l'immense majorité de ceux qui produisent les richesses, et ne reçoivent pas la part qu'ils méritent ? En un siècle dans la République française, les luttes sociales de 1905 à 1938, à 1945, 1968, 1981, ont créé pièce à pièce un Code du travail qui incarne les rapports de force sociaux, qui protège - insuffisamment - les salariés subordonnés et précarisés !

Mais cette femme-là, Laurence Parisot, arrive et incarne, avec cynisme, arrogance, la théorie de la régression pure, la destruction de tout ordre public social, le retour à la loi de la jungle, la promesse d'un recul de civilisation. Tranquillement elle énonce cela, sur le ton d'un menuet, sur toutes les télévisions, et, en face, les médias ne donnent pas la parole à ceux qui s'indignent d'un tel discours ! Laurence Parisot est pourtant claire dans sa sottise provocatrice : « la liberté s'arrête là où commence le Code du travail ». C'est le règne de l'obscurantisme qui s'exprime, la proclamation d'une société de concurrence haineuse, de violence quotidienne, généralisée, où rien n'est plus garanti, ni le salaire, ni la santé. Il y a eu des périodes historiques où l'on proclamait que « le bonheur est une idée neuve en Europe », on a maintenant une petite cheftaine barbare qui proclame que le règne de la précarité doit s'étendre à tous les niveaux de la vie en France comme en Europe.

Et le gouvernement de M. de Villepin acharné, méprisant les avertissements répétés antilibéraux du peuple français dans les luttes comme dans les élections (en 2002, 2003, 2004, 2005) met en oeuvre à marche forcée cette volonté politique de Mme Parisot.

Cet été, en six ordonnances non soumises dans leur contenu au Parlement, M de Villepin a imposé des lois infâmes, permettant de pousser jusqu'au bout jusqu'à l'absurde, la précarité mode de vie voulu par le Medef, en autorisant les licenciements sans motif, en réduisant les droits liés au contrat de travail, en diminuant les droits syndicaux, ceux des élus du personnel, en baissant les salaires, en étendant le « forfait jour » à tous les salariés...

L'ensemble de ces attaques du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy met la France et surtout ses salariés, ses pauvres, son peuple, sous une pression telle que seule l'explosion sociale devient une solution. Nous avons des caractéristiques dans, notre société actuelle, de telles contradictions, d'une telle surdité, d'un tel aveuglement des dirigeants de droite, avec, en face, un tel refus, une telle radicalisation populaire, que nous sommes dans une situation plus tendue qu'avant mai 68. Disons-le : de type explosif.

Il reste à ce que les dirigeants de la gauche soient à la hauteur : disons que ceux qui ont voté « oui » le 29 mai ont peine à comprendre ce qui se soulève en profondeur, il faut discuter avec eux pour les convaincre d'ouvrir les yeux sur la cause de leur défaite. Mais encore faut-il que ceux qui ont su faire gagner le « non » (dans la gauche, dans le Ps) sachent s'unir, faire le programme attendu par des millions de salariés, et combattre la droite, gagner avec toute la vigueur exigée par la situation explosive !